

Initiatives ministérielles

Cela nous a mis dans une position extrêmement bizarre. En deux ans, ce gouvernement a accumulé plus de dettes qu'on ne l'avait fait pendant toute l'histoire de la province depuis la Confédération. Il a fait volte-face dans tous les dossiers, à commencer par l'assurance-automobile, ce qui doit scandaliser le député, mais aussi sur l'éducation et tout le reste. Il n'y a pas un dossier où le gouvernement de l'Ontario n'a pas changé son fusil d'épaule.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt mon collègue d'Ottawa-Centre, et j'ai particulièrement apprécié ce qu'il avait à dire au sujet de nos jeunes et de notre avenir.

Je suis père de cinq enfants et j'ai regardé ce que nous allons laisser à nos jeunes en héritage. Aujourd'hui, nous avons plus de 1,5 million de chômeurs. Le problème du déficit et de la dette du pays est aggravé par les autres difficultés auxquelles mes enfants sont confrontés à cause du gouvernement de M. Rae en Ontario.

Je suis découragé de voir que mes enfants devront probablement travailler pendant des années et des années avant que nous parvenions à nous sortir de cette situation précaire dans laquelle le gouvernement conservateur et le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario nous ont placés.

La question que je veux poser à mon collègue est la suivante: n'est-il pas d'accord avec moi pour dire que, si nous ne demandons pas au gouvernement de mettre en oeuvre les programmes nécessaires dès aujourd'hui, ce sont nos enfants qui devront payer la note? Ils devront probablement travailler comme des esclaves pour nous sortir de ce pétrin dans lequel le gouvernement conservateur et le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario nous ont mis. La cote de notre pays est tombée à BB.

M. Harb: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je sais qu'il travaille fort pour ses électeurs et qu'il essaie de soulever des questions importantes à la Chambre.

Pour ajouter à ce que vient de dire le député, dans le moment, nous avons des étudiants qui font la file devant les banques d'alimentation. Je le remercie beaucoup de ses remarques.

M. Peter L. McCreath (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je sais que le temps file. Je serai bref.

Il faudrait inventer un nouveau slogan disant de ne pas suivre les libéraux, parce qu'ils entraînent la mort dans leur sillage. J'ai été sidéré d'entendre les paroles du député de Scarborough-Ouest. C'est incroyable.

Je veux revenir à ma question. Le député a parlé de l'éducation, un sujet qui m'intéresse beaucoup. Sa solution au problème consiste à dépenser encore plus d'argent. C'est l'approche qu'avait adoptée son parti à l'époque où il était au pouvoir.

Le député reproche au gouvernement d'avoir réduit ses dépenses de plus de 4 milliards de dollars, et mon collègue, ici, se plaint de la dette. Je ne sais pas ce qu'ils veulent au juste, mais quand il parle du système scolaire dans ce pays et de sa performance, il semble dire qu'on n'a qu'à dépenser plus d'argent pour régler le problème.

J'ai passé 17 ans dans le secteur de l'éducation avant d'être élu député. Je voudrais dire au député que les gens qui s'attaquent au système scolaire et le contestent ignorent complètement que nous subissons actuellement les conséquences de la Loi sur les jeunes contrevenants, de la drogue, de la télévision et de la violence à la télévision, des enfants venant de foyers désunis et des enfants dont les parents sont absents quand ils rentrent à la maison. Le député suggère-t-il, croit-il, que nous devrions créer un bureau national de l'éducation et que nous devrions établir des normes nationales pour les examens scolaires? S'agit-il là de la politique du Parti libéral?

M. Harb: Monsieur le Président, nous avons toujours consulté tous les intervenants du système d'éducation afin de présenter un plan d'action vraiment efficace pour régler la question de l'éducation et la question de l'alphabétisation.

[Français]

M. Guy Ricard (Laval—Ouest): Monsieur le Président, j'aimerais dire quelques mots au sujet du projet de loi C-76. Ce projet de loi omnibus a pour objet de mettre en oeuvre des mesures annoncées dans le budget du 25 février 1992. En particulier, j'aimerais vous entretenir des mesures touchant la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants.

L'instruction réduit les risques de chômage et augmente les chances de toucher un revenu individuel plus élevé. Depuis 1984, le gouvernement fédéral insiste sur l'importance capitale pour accroître la productivité et la compétitivité du Canada et améliorer la qualité de vie des Canadiens, de pouvoir compter sur une main-d'oeuvre instruite, compétente et capable d'adaptation.